

France 3 Paris Ile-de-France

Ateliers de dupes

Le lancement des groupes de travail sur le projet de déménagement est imminent. Ils ne rencontrent visiblement pas le succès escompté. Faut-il s'en étonner ?

Un an et trois mois après le premier incendie de la station de Vanves, pouvons-nous vraiment dire que jusqu'à présent, les salariés et leurs représentants ont été écoutés ? La Présidence de cette entreprise connait nos revendications principales, le SNJ les a portées aux côtés des autres organisations syndicales : le maintien de l'intégrité de notre station régionale dans un lieu dédié et le retour à des conditions de travail à peu près normales. Des arguments qui servent aujourd'hui d'éléments de langage répétés à l'envi, devant les salariés et leurs représentants, pour tenter de rassurer.

Quel est le réel but de ces groupes de travail, puisque tout concorde pour bien nous faire comprendre que les décisions sont imposées par la direction du siège ?

Nous occuper pendant la période de transition interminable ? Contourner les instances représentatives du personnel ? Une chose est sûre, le processus des ateliers participatifs, imposés à nos collègues des rédactions locales, a démontré une chose : ils ne sont que des simulacres de consultation des personnels dont l'issue est déjà tranchée, la suppression des éditions à la clef.

Aujourd'hui la date envisagée du printemps 2019 n'apparait même plus comme un horizon fiable pour notre déménagement. Nul ne sait combien de temps nous continuerons à subir la double peine ; une dissolution au Siège, précédée d'un interminable purgatoire au sein d'une station dégradée, dans des conditions non moins dégradées. Jusqu'à l'échéance de notre bail en 2022 ? Comment travailler sérieusement sur des hypothèses que nous ne connaissons même pas, que ce soit la durée de notre « système D » ou le nombre de mètres carrés censés nous accueillir ?

Funeste perspective : les évolutions depuis la rentrée sont loin d'aller dans le sens d'une amélioration des conditions de travail des salariés : mise en place d'Imédia à marche forcée, postes vacants non comblés et absences non remplacées, raréfaction des OPS en tournages d'actualité chaude, dépassement des amplitudes horaires de travail sans compensation pour certains salariés au forfait-jours, suppression sans information préalable aux principaux intéressés des vacations de prompteur, la liste est longue. Notre direction brutale ne prend pas en compte les conditions dégradées dans lesquelles nous traitons une actualité toujours aussi dense.

Et ce, alors même qu'une expertise pour risque grave est en cours et que la médecine du travail a émis des alertes concernant la santé de salariés épuisés et dépités.

Peut-être le nouveau système de fabrication sera-t-il plus stable, mais nous serons toujours aussi vulnérables face aux aléas climatiques et électriques dans un car extérieur, la régie intérieure envisagée n'étant pas dimensionnée pour notre activité.

La logique des dirigeants de France télévisions est claire : le réseau régional n'a rien d'une priorité ; il est même dispensable, et le premier sacrifié sur l'autel de la rigueur budgétaire. Tant pis si cela porte atteinte à ce qu'ils osent encore appeler l'ADN de France 3. Alors bien sûr, pas de suppression d'édition chez nous : la locale de Paris n'existe plus depuis belle lurette. Pas de mutualisations possibles en grande région non plus : la réforme des régions administratives n'est pas passée par l'Ile-de-France. Alors comment réaliser des économies ? En nous faisant entrer dans la danse des fusions absorption du Siège ! A quels nouveaux arbitrages pouvons-nous nous attendre en ces temps de disette budgétaire ?

La direction semble considérer que notre présence à l'antenne n'est pas indispensable, puisqu'elle accepte le risque - loin d'être infime, les événements de ces derniers mois l'ont prouvé - que nous ne puissions pas diffuser nos programmes ou nos éditions d'information. Jamais une telle incertitude ne serait tolérée pour une antenne nationale... Quel mépris pour nos téléspectateurs! Quel mépris aussi pour notre travail à tous!

Dans un contexte où la tutelle nous promet entre 30 et 50 millions de coupe budgétaire, les salariés de France 3 Paris lle-de-France ont plus que jamais besoin d'être pris en considération. Et une fois encore, ils le répètent haut et fort : le déménagement au Siège laisse craindre le pire pour la pérennité de l'entité France 3 Paris lle-de-France.

Vanves, le 17 octobre 2017